



Présidentielle : les attentes des parents

Absentéisme, orientation... Les fédérations de parents d'élèves regrettent les propositions trop abstraites des principaux candidats.

CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

ÉDUCATION Les propositions des candidats pour l'éducation? Un catalogue de mesures et une absence criante de projet de fond, estiment les grandes fédérations de parents. La FCPE (*), proche du PS, regrette « l'absence de réflexion transpartisanne » en France. « Tout est remis en cause à chaque alternance », estime Hervé-Jean Le Niger, vice-président, qui parle d'« instrumentalisation de l'école ». Adieu donc, la réforme des rythmes? Parmi les cinq principaux candidats, Benoît Hamon, le candidat du PS, est le seul à défendre ces nouveaux rythmes, qu'il a portés pendant sa courte expérience de ministre de l'Éducation. « Cette réforme passée au forceps a bousillé l'école primaire! On en a oublié ce qui se passait dans la classe », assène Valérie Marty, la présidente de la Peep (*), classée à droite, qui pointe « les propositions superficielles » des candidats.

C'est d'abord à une bataille de chiffres autour des moyens, que ces derniers se livrent, après un quinquennat marqué par la création de 60 000 postes. Une mesure qui a cristallisé les critiques, de la Cour des comptes au think-tank de gauche Terra Nova, qui ont pointé un problème d'optimisation des effectifs. Emmanuel Macron, candidat d'En marche!, propose 4 000 à 5 000 postes, quand Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon en mettent respectivement 40 000 et 60 000 sur la table. À droite, François Fillon promet de supprimer 500 000 postes de fonctionnaires, sans préciser jusque-là dans quelle mesure les enseignants seraient concernés.

« Réduire les réformes éducatives aux

moyens, ça ne marche pas! » martèle la présidente de la Peep, qui, parmi ses propositions présentées le 29 mars, suggère une « annualisation » du temps de travail des enseignants. Une mesure qui permettrait de sortir du carcan hebdomadaire des dix-huit heures de service pour les certifiés, et des quinze heures pour les agrégés. Cette proposition ne figure dans aucun programme. Et pour cause. Elle serait accueillie par les syndicats comme une déclaration de guerre. Elle permettrait pourtant d'optimiser le système de remplacement des enseignants, qui reste le premier sujet de préoccupation des fa-

« Cette réforme (des rythmes scolaires) passée au forceps a bousillé l'école primaire! On en a oublié ce qui se passait dans la classe »

VALÉRIE MARTY, PRÉSIDENTE DE LA PEEP

milles... Des écoles primaires de Seine-Saint-Denis au collège du centre parisien, les absences non remplacées sont « de moins en moins tolérées », soulignait en 2013 le rapport annuel du médiateur de l'Éducation. Parmi les sujets qui fâchent, le médiateur, dans son rapport 2016, évoquait largement la carte scolaire, et notamment le système informatisé d'affectation du collège au lycée (Affectnet), dont l'absence de transparence suscite l'angoisse des familles.

D'une même voix également, les deux fédérations du public s'inquiètent de la

main tendue par François Fillon au monde de l'enseignement hors contrat. Le candidat a en effet parlé de possibles financements, se référant aux succès d'Espérance Banlieues. Ce réseau d'écoles aux valeurs catholiques, qui œuvre dans les banlieues, utilise des méthodes d'apprentissage traditionnelles et a imposé le port de l'uniforme ainsi que le lever quotidien du drapeau. « L'équipe de Macron a rencontré Éric Mestrallet, le président de la Fondation Espérance Banlieues », s'inquiète le vice-président de la FCPE. François Fillon s'est également engagé en faveur du privé sous contrat, prévoyant de revoir la règle d'attribution des postes d'enseignants entre le public et le « sous contrat » (actuellement 80/20). C'est aussi la revendication de l'Apel, l'Association des parents de l'enseignement libre (*), expliquant que les établissements catholiques croulent aujourd'hui sous les demandes et ne peuvent répondre aux attentes de toutes les familles.

Du public au privé, de gauche à droite, les parents tombent d'accord sur un point: les relations entre l'école et les

familles doivent s'intensifier et s'améliorer. Alors qu'en 2014 un rapport parlementaire parlait de « dialogue impossible », la dernière enquête internationale Pisa, publiée en 2016, montre que parents et enseignants communiquent moins en France que dans les pays de l'OCDE. Ainsi, en France, 41 % des parents et 31 % des enseignants sollicitent des rendez-vous pour évoquer les progrès des enfants, contre respectivement 53 % et 47 % en moyenne dans l'OCDE. Est-ce la raison pour laquelle l'Hexagone est la championne de l'indiscipline? Et que la France ne brille pas dans le classement Pisa? ■

* La FCPE compte 315 000 adhérents, la Peep 200 000 et l'Apel 900 000.



► 5 avril 2017 - N°22598



Parmi les cinq principaux candidats, Benoît Hamon est le seul à défendre les nouveaux rythmes scolaires.